

En réponse aux allégations sur les armes, Bujumbura expulse un diplomate de l'ONU

Source AFPLe Burundi a déclaré «*persona non grata*» un diplomate des Nations unies, après la diffusion d'une note interne de l'ONU selon laquelle le Gouvernement armerait certains de ses militants, a annoncé jeudi le ministre des Relations extérieures, Laurent Kavakure (photo). Les médias locaux ont fait état le 11 avril d'une note interne des Nations unies selon laquelle le gouvernement armait et formait les membres de l'Imbonerakure, l'aile jeunesse du parti du président au pouvoir, des allégations que le Gouvernement burundais avait qualifié de «*rumeurs sans fondement*», exigeant des excuses de l'ONU.

Le Gouvernement burundais a finalement annoncé jeudi qu'il expulsait le responsable de la sécurité au Bureau des Nations unies au Burundi (BNUB), Paul Debbie. «*C'est vrai, ce monsieur a été déclaré persona non grata depuis hier*», a déclaré jeudi le ministre des Relations extérieures Laurent Kavakure, précisant qu'il semblerait que M. Debbie «*soit l'origine de ces fausses informations qui portent atteinte à l'image du Burundi*» et qu'il avait 48 heures pour quitter le Burundi. Une source du BNUB a confirmé l'information, ajoutant que le bureau a été notifié de la décision jeudi matin. «*Comme le pouvoir burundais ne peut pas s'en prendre aux Nations Unies, il est malheureusement en train de personnaliser ses attaques, c'est une escalade regrettable*», a commenté le diplomate, sous couvert d'anonymat, ajoutant : «*mais cela ne résout pas le vrai problème soulevé par ces allégations*». La tension monte au Burundi où que le pays se prépare pour l'élection présidentielle de 2015 où la candidature du président Nkurunziza pour un troisième mandat est attendue, malgré la limite de deux mandats imposée par la Constitution. Le principal parti Tutsi, Uprona, s'est retiré du Gouvernement, dominé par les Hutu, le mois dernier, faisant craindre une montée des violences. Le Gouvernement a accusé le BNUB de s'être allié avec l'opposition et de chercher à nuire à la paix et à la sécurité nationale, tout en refusant une quelconque escalade des violences politiques dans le pays. «*Il n'y a pas de violences politiques au Burundi, ce pays est sur la voie démocratique*», insiste cependant Willy Nyamite, porte-parole adjoint du président burundais, Pierre Nkurunziza. L'ONU a adressé la semaine dernière une sévère mise en garde au Gouvernement burundais, lui demandant de prendre d'urgence des mesures pour apaiser la violence politique, imputée essentiellement aux Imbonerakure, et de respecter les droits de l'Homme. NDIRA : Willy Nyamite a été nommé mercredi Conseiller Principal, chargé des Questions de Presse, d'information et de Communication, à la Présidence de la République du Burundi. Le nouveau porte-parole adjoint du président burundais est M. Gervais Abayeho.